

de la coopération internationale de façon prudente et conservatrice. Ils ont mis l'accent sur le libéralisme économique en tant que bases philosophiques à la fois des politiques nationales et internationales; et ont considéré le bilatéralisme comme une technique. Les pays du "Sud du Sud" (par ex.: Lybie, la Syrie) ont pris une position tout à fait différente. Ils ont mis l'accent sur le multilatéralisme, des politiques extrêmement interventionnistes sur le plan international et tout aussi dirigistes sur le plan intérieur. Alors que le dialogue Nord-Sud se développait, chacune de ces deux extrêmes ont, bien entendu, demandé "la rédition sans condition" de l'autre plutôt que de rechercher la "coexistence pacifique".

Nous proposons donc de créer des liens entre les pays situés au "Sud du Nord" (tels le Canada, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, l'Australie et la Nouvelle Zélande — des pays animés des mêmes sentiments) et ceux situés au "Nord du Sud" (tels, entre autres, le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud, Singapour, la Malaisie, le Kenya et la Yougoslavie) qui ont cherché des accommodements tant sur les façons générales d'aborder la gestion économique globale que sur certains programmes spécifiques. C'est parmi ce groupe nouvellement formé de pays "réformistes centristes" modérés que des questions peuvent être abordées d'après leurs mérites pratiques sans être embarrassées par les débats idéologiques stériles. Le Canada, jouissant partout dans le monde d'une réputation de "jeteur de pont", a une excellente occasion d'aider à identifier les questions du développement international qui sont d'un intérêt commun pour les puissances moyennes.

Comme mettre tout cela en branle? Nous suggérons que le gouvernement canadien commence par utiliser le personnel existant des institutions internationales basées à Washington et à New-York, plutôt que d'examiner la possibilité de créer de nouveaux mécanismes institutionnels ou de nouveaux fora. Le gouvernement n'encourra aucune dépense en intimant à ses directeurs exécutifs au F.M.I., à la Banque Mondiale et à la Banque Interaméricaine de développement à Washington et à son ambassadeur à l'O.N.U. à New-York d'inviter leurs collègues des pays du Nord et du Sud partageant les mêmes sentiments que le Canada à des discussions non-officielles en vue de connaître leurs avis sur une telle initiative. Des réunions privées, loin des feux des médias d'information, offrent de meilleures garanties pour des discussions franches. N'ayant pas créé d'espoir au sein du public, si ces discussions devaient s'embourber, personne ne sera déçu. Mais si celles-ci devaient réussir et mener à une ou plusieurs initiatives des puissances moyennes sur le développement international, cela pourrait représenter pour le Canada une réussite importante dans le domaine de la politique extérieure.

Le défi qui se pose au nouveau gouvernement du Canada, au moment où nous nous dirigeons vers des liens économiques plus étroits avec les États-Unis, ne réside pas seulement dans le fait de conserver la politique extérieure du Canada traditionnellement indépendante mais aussi dans celui de l'étendre. On nous a dit qu'un pas en direction des États-Unis ne signifiait pas nécessairement que l'on s'éloignerait des autres pays. Si cela est vrai, s'approcher des pays qui partagent les mêmes sentiments que le